



Venezuela - Comprendre la guerre qui vient: Constitution d'une armée parallèle

Deuxième partie

Par [Romain Migus](#)

Mondialisation.ca, 03 juin 2019

[Venezuela en Vivo](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

L'alliance civico-militaire est un des piliers de la Révolution Bolivarienne. Elle puise ses sources dans l'histoire de l'indépendance du Venezuela, et amène les forces armées à jouer un rôle primordial dans la vie politique de la Nation. Les appels du pied de l'opposition aux militaires pour tenter de renverser Hugo Chávez, puis Nicolas Maduro, ont été récurrents depuis l'avènement de la Révolution bolivarienne en 1999. L'armée est l'objet de toutes les attentions et de toutes les convoitises.

Depuis 2002, de nombreux ex militaires, généralement corrompus, ont pu être captés par l'opposition ou se sont soustraits à la justice de leur pays en devenant des informateurs des Etats-Unis (1). Avec l'autoproclamation de Juan Guaido comme président, les soldats vénézuéliens sont devenus une cible prioritaire des Etats-Unis. A quel commandant en chef les forces armées vont-elle se rallier dès lors qu'il y a, en apparence, deux présidents de la République ?

Dès le 18 janvier 2019, l'opposition lance l'opération Amnistie. L'Assemblée nationale, en outrage judiciaire et dont les décisions sont nulles et non avenues, approuve une loi d'amnistie pour les militaires qui reconnaîtraient Juan Guaido comme président. Les autres s'exposeraient à des représailles judiciaires, et aux sanctions de Washington. Les militants de l'opposition et les médias privés se rendent aux portes des garnisons pour harceler les soldats vénézuéliens. Peine perdue.

C'est le 23 février 2019 que va se jouer un tour de force contre les membres des forces armées. Cette date avait été retenue par les Etats-Unis et leurs alliés vénézuéliens pour faire passer en force un convoi « d'aide humanitaire ». Les 20 tonnes proposées étaient dérisoires si on les compare aux importations de nourriture et de médicaments réalisés par le gouvernement vénézuélien. Mais le but de l'opération était autre. Il s'agissait de tester la loyauté des forces armées.

L'armée est la garante de la défense de la souveraineté du territoire. La frontière ayant été fermée par le gouvernement bolivarien, l'entrée des «convois humanitaires» aurait signifié le refus des militaires d'obéir à leur commandant en chef, le président Nicolas Maduro. A la fin de la journée, les ennemis du Venezuela bolivarien ne pouvaient que constater que l'ensemble des militaires était resté fidèle à la Constitution et au gouvernement légitime. Ce qui ne manquera pas de provoquer l'ire de [Mike Pence, le vice président des Etats-Unis contre Juan Guaido](#) (2).

Pour appuyer cette offensive, l'opposition a fait circuler de nombreux appels à la désertion, promettant même 20.000 dollars à chaque soldat qui abandonnerait le gouvernement légitime. La récompense augmentant selon le grade. Cette opération avait un but précis : construire médiatiquement l'image d'une armée de vénézuéliens prête à en découdre avec le président Maduro. Une sorte «d'Armée Vénézuélienne Libre», construite sur le modèle déjà testé en Syrie.

Selon les chiffres les plus optimistes de l'opposition, à peine 0,2% des forces publiques de sécurité et de défense a déserté (3). Il n'y a eu aucune désertion collective, aucun commandant de troupes avec son bataillon n'a répondu positivement à l'appel de Juan Guaido. Ces désertions individuelles ont toutes été motivées par l'appât du gain et non par la volonté politique de renverser le gouvernement bolivarien ; encore moins par le désir de mettre son pays à feu et à sang. En effet, la plupart des militaires qui pourraient revenir se battre sur le sol de leur Patrie ne sont pas nombreux, et ont fuit le Venezuela depuis longtemps (4). Mais l'objectif recherché tient plus à la construction médiatique d'une armée vénézuélienne luttant pour la «liberté dans son pays» qu'à sa réelle constitution. Cette armée fantoche permettrait d'accréditer la thèse d'une «guerre civile», et rendrait légitimes de possibles ingérences militaires étrangères, à la demande de ces «militaires vénézuéliens».

Les récents déserteurs ont pu expérimenter à leurs dépens cette stratégie. Alors qu'on leur avait promis monts et merveilles s'ils trahissaient leur Patrie, ceux-ci se retrouvèrent très vite abandonnés à leur sort dans la zone frontalière colombienne, allant même jusqu'à exiger le gîte et le couvert à leur «président» Guaido. Pour les politiciens d'opposition, il ne s'agit ni d'un oubli ni d'une faute politique.

En les abandonnant à une misère certaine, avec l'impossibilité de retourner dans leur pays, l'opposition les précipite dans les rangs des nombreux groupes paramilitaires présents le long de la frontière, [et auxquels les déserteurs commencent déjà à monnayer](#) leur connaissance (5). La désobéissance [dans ces structures d'extrême droite étant punie par la mort](#), ils n'auront d'autre choix que d'être la face vénézuélienne de ces bataillons criminelles (6).

Le fiasco du coup d'Etat du 30 avril 2019 a finalement participé à cette même stratégie. De nombreuses fake news originaire du Pentagone ont laissé croire que des hauts gradés boliviens étaient en négociation avec l'opposition. En réalité, il est apparu que Washington et ses sbires vénézuéliens ont été dupés. Mais qu'importe, par le truchement du système médiatique international, cette défaite patente a finalement servi pour laisser croire que l'armée vénézuélienne compterait de nombreux déserteurs potentiels dans ses rangs.

Le nombre de désertions augmentera certainement au fur et à mesure que les menaces ou les hostilités des Etats-Unis grandiront. Sans pour autant fracturer l'armée bolivarienne. L'étape suivante sera alors de grossir artificiellement, via le réseau d'ONGs de l'opposition (7), le nombre de ces désertions afin de légitimer dans l'opinion publique internationale l'existence d'une armée vénézuélienne aux ordres de Juan Guaido, et de transformer une guerre d'agression étrangère contre le Venezuela en un conflit interne. Cette construction d'une armée parallèle entre dans une stratégie de conflit institutionnel, et de substitution des pouvoirs politiques légitimes.

Dès juillet 2017, en toute illégalité, l'opposition a créé un Tribunal Suprême de Justice «en exil» basé au Panama, ainsi qu'un poste de Procureur Général de la Nation «en exil» à

Bogota. Depuis le 23 janvier, l'opposition a même constitué une présidence parallèle, avec à sa tête Juan Guaido. Ces instances fantoches essaient depuis de se substituer aux pouvoirs légitimes vénézuéliens. La lutte institutionnelle rejoint désormais le terrain militaire. Jusqu'à maintenant l'armée vénézuélienne ne s'est pas fissurée car une des ses préoccupations principales est d'éviter une confrontation interne et une guerre civile. Ce qui nous amène à nous demander qui donc formera le gros des troupes de «l'armée de Guaido» ?

Romain Migus

Prochaine partie: Les combattants vénézuéliens (déserteurs, civils, et pègre locale)

Première partie :



[Venezuela. Comprendre la guerre qui vient: Le rôle des USA et de leurs alliés](#), le 21 mai 2019

Notes:

(1) Citons quelques uns des militaires vénézuéliens qui ont trahi leur Patrie depuis l'accession au pouvoir d'Hugo Chávez. Cette liste de généraux ou de hauts gradés est très loin d'être exhaustive: Nestor Gonzalez, Manuel Rosendo, Hector Ramirez, Giussepe Piliery, Raphael Isea, Raul Baduel, Hugo Carvajal, Cliver Alcala, Miguel Rodriguez Torres, Oswaldo Perdomo, Leasmy Salazar, etc.

(2) "Mike Pence recrimina a Guaidó por su fracaso en Venezuela", *Telesur*, 28/02/2019, <https://www.telesurtv.net/news/mike-pence-reclamo-juan-guaido-fallo-intervencion-militar-venezuela-20190228-0023.html>

(3) Le calcul est fait à partir des 1000 déserteurs revendiqués par l'opposition en fonction des 235.000 militaires et 190.000 policiers actifs. Ce chiffre baisse considérablement si l'on incorpore dans les calculs les 2.000.000 de miliciens bolivariens.

(4) Nous pensons ici aux militaires qui se sont opposés d'entrée au projet politique d'Hugo Chávez, ainsi que des éléments qui n'ont pas hésité à commettre des attentats terroristes sur le sol vénézuélien. Néanmoins, ces militaires contrerévolutionnaires radicaux ont quitté l'armée et le pays il y a plusieurs années.

(5) Voir L'interview de Efren Fernandez, porte parole des déserteurs vénézuéliens en Colombie réalisé par Audrey Carrillo pour *W Radio*, 16/04/2019, <https://twitter.com/AudreyCarrillo/status/1118174563865636870>

(6) Jorge Chavez Morales, "Offensive paramilitaire au Venezuela", *Ultimas Noticias*, 12/07/06, pp. 34-35. Disponible en français sur http://bellaciao.org/fr/article.php3?id_article=32272,%20%7BBellaciao.org%7D

(7) Dans la myriade d'ONGs liés aux différents clans de l'opposition (et en grande majorité financé par les Etats-Unis), ce rôle reviendra certainement à l'ONG *Control Ciudadano*, qui s'est spécialisé dans le "contrôle citoyen des forces armées". En réalité, cette ONG est chargée de propager des rumeurs, ou

de révéler des documents confidentiels. Elle est l'unique source pour la plupart des ONGs et des médias internationaux qui relaient sans aucune vérification les fake news de Control Ciudadano.

La source originale de cet article est [Venezuela en Vivo](#)

Copyright © [Romain Migus](#), [Venezuela en Vivo](#), 2019

Articles Par : [Romain Migus](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca